

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2007 — 234

[2006/02001]

13 DECEMBRE 2006. — Arrêté royal modifiant l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 15 septembre 2006, relatif à l'expropriation de terrains pour le compte de l'Etat belge pour lequel intervient la Régie des Bâtiments

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles 1^{er} et 5;

Vu la loi du 1^{er} avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments;

Considérant les besoins du Service public fédéral Justice en terme de locaux complémentaires faisant office de Palais de Justice;

Considérant le consensus existant entre les autorités administratives sur le principe d'étendre le palais actuel sur les propriétés contiguës;

Considérant dès lors que l'acquisition de ces terrains est indispensable pour procéder à l'agrandissement du palais actuel;

Considérant l'urgence en terme de besoins pour le département de la Justice;

Considérant que l'attribution des crédits du plan pluriannuel Justice afférents au projet a, pour ce faire, été avancée à l'année en cours;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 15 septembre 2006, il y a lieu de lire : il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession de propriétés bâties et non bâties nécessaires à la construction d'un palais de justice à Eupen, telles que figurées par une teinte jaune au plan n° E9/8.885 ci-joint, cadastrées en tout ou en partie sous la 1^{re} division de la ville d'Eupen, section B, parcelles n^{os} 69 a3, 69 h3, 69 k3, 70 c, 71 c, 71 k, 71 l, 71 m et 71 n; plan qui a été visé par Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances.

En conséquence, l'expropriation des biens immeubles susmentionnés sera poursuivie conformément aux dispositions reprises à l'article 5 de la loi précitée du 26 juillet 1962.

Art. 2. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 décembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

N. 2007 — 234

[2006/02001]

13 DECEMBER 2006. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 september 2006 betreffende de onteigening van terreinen voor rekening van de Belgische Staatsblad voor wie de Regie der Gebouwen tussenkomt

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, inzonderheid op de artikelen 1 en 5;

Gelet op de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der Gebouwen;

Overwegende de behoeften van de Federale Overheidsdienst Justitie in termen van aanvullende lokalen die dienst doen als justitiepaleis;

Overwegende de consensus die bestaat tussen de administratieve autoriteiten over het principe om het bestaande paleis uit te breiden op de aangrenzende terreinen;

Overwegende derhalve dat de aankoop van deze terreinen onontbeerlijk is om over te gaan tot de uitbreiding van het bestaande paleis;

Overwegende de dringende noodzaak in termen van behoeften voor het departement van Justitie;

Overwegende dat de toekenning van de kredieten van het meerjarenplan Justitie betreffende het project hiertoe vervroegd werd naar het lopende jaar;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 september 2006 dient gelezen te worden : omwille van het algemeen nut is het onontbeerlijk onmiddellijk bezit te nemen van bebouwde en onbebouwde terreinen die nodig zijn voor de bouw van een justitiepaleis te Eupen, zoals zij in het geel aangegeven zijn op het hierbij gevoegde plan nr. E9/8.885, geheel of gedeeltelijk gekadastréerd onder de 1^e afdeling van de stad Eupen, sectie B, perceelnummers 69 a3, 69 h3, 69 k3, 70 c, 71 c, 71 k, 71 l, 71 m en 71 n; plan dat geviséerd werd door onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën.

Dienovereenkomstig zal de onteigening van de bovenvermelde onroerende goederen geschieden conform de bepalingen van artikel 5 van voormelde wet van 26 juli 1962.

Art. 2. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 december 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2007 — 235

[C - 2006/03010]

28 DECEMBRE 2006. — Arrêté royal relatif aux mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, a pour but de compléter la mise en œuvre en Belgique de la Résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations Unies en ce qui concerne le gel des avoirs des terroristes, sur laquelle sont basées les mesures décidées par le Conseil de l'Union européenne dans sa Position commune 2001/931/PESC du 27 décembre 2001 relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme et par ailleurs d'appliquer intégralement la troisième recommandation spéciale (RS III) du Groupe d'Action financière (GAFI) sur le gel des biens des terroristes.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

N. 2007 — 235

[C - 2006/03010]

28 DECEMBER 2006. — Koninklijk besluit inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen de financiering van het terrorisme

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heeft tot doel de toepassing in België van de Resolutie 1373 (2001) van de Veiligheidsraad der Verenigde Naties aan te vullen wat betreft de bevrozing van de tegoeden van terroristen, waarop de maatregelen zijn gebaseerd die genomen werden door de Raad van de Europese Unie in het Gemeenschappelijk Standpunt 2001/931/GBVB van 27 december 2001 betreffende de toepassing van specifieke maatregelen ter bestrijding van het terrorisme, en anderzijds de derde speciale aanbeveling (SA III) van de Financiële Actiegroep (FAG) integraal toe te passen op de bevrozing van de tegoeden van de terroristen.

Tous les Etats sont tenus d'appliquer intégralement toutes les conventions et dispositions internationales de lutte contre le terrorisme.

La loi du 19 décembre 2003 relative aux infractions terroristes permettait déjà d'incriminer et de sanctionner en Belgique les infractions terroristes.

La Résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations Unies impose le gel des fonds et ressources économiques des personnes et entités qui commettent ou tentent de commettre des actes de terrorisme, les facilitent ou y participent et impose également d'interdire que des fonds et des ressources économiques soient mis à la disposition de telles personnes et entités.

La Position commune du Conseil 2001/931/PESC du 27 décembre 2001 relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme vise à mettre en œuvre la résolution 1373 (2001) en ce qui concerne le gel des avoirs des terroristes et la mise à disposition de fonds et ressources économiques aux terroristes.

Le Règlement (CE) n° 2580/2001 du Conseil du 27 décembre 2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, prévoit des mesures pour l'application de la Position commune 2001/931/PESC précitée, mais ces mesures ne s'appliquent pas aux personnes et entités n'ayant pas des liens ou des relations avec des pays tiers ou qui ne sont pas visées d'une autre manière par les éléments qui relèvent de la PESC de la Position commune précitée. Ce règlement doit donc être complété par des mesures nationales pour de telles personnes et entités.

De plus, il fallait encore, selon les exigences de la RS III du GAFI, prévoir des mesures pour viser les personnes et entités qui commettent ou tentent de commettre des infractions terroristes, les facilitent ou y participent et qui ne sont pas visées par la Position commune 2001/931/PESC, par le Règlement (CE) n° 2580/2001 et par le Règlement (CE) n° 881/2002.

La loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace crée l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM). Cette loi prévoit explicitement que les évaluations de l'OCAM sont communiquées d'office aux membres du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité créé par l'arrêté royal du 21 juin 1996.

Ce Comité soumet à l'approbation du Conseil des Ministres une liste de personnes et entités à viser pour le gel, à publier par arrêté royal.

Le Comité ministériel du renseignement et de la sécurité veille qu'un gel éventuel ne porte pas préjudice à une enquête en cours et se concerta le cas échéant avec l'autorité judiciaire compétente.

La liste des noms sera revue au moins tous les six mois ou à la demande des intéressés. Cette demande devra être adressée au Ministre des Finances.

Le Ministre des Finances transférera sans délai la demande au Comité ministériel du renseignement et de la sécurité, qui pourra demander à l'Organe de Coordination pour l'analyse de la menace d'actualiser son analyse. Le Comité ministériel soumettra le cas échéant une proposition de radiation ou de complément d'informations de la liste d'un ou plusieurs noms à l'approbation du Conseil des Ministres. La liste sera republiée par arrêté royal après chaque modification.

En ce qui concerne le contenu de cet arrêté, l'article premier définit notamment les termes relatifs au gel des fonds et ressources économiques en tenant compte des lignes directrices de l'Union européenne.

Le second article prévoit le gel des fonds et ressources économiques des personnes et entités qui commettent ou tentent de commettre des infractions terroristes, les facilitent ou y participent, qui sont signalées dans la liste à laquelle s'applique la Position commune du Conseil 2001/931/PESC, mais qui n'ont pas des liens ou des relations avec des pays tiers ou qui ne sont pas visées d'une autre manière par les éléments qui relèvent de la PESC de la Position commune précitée et donc non visées par le Règlement (CE) n° 2580/2001.

Alle Staten zijn ertoe gehouden alle internationale overeenkomsten en bepalingen aangaande de strijd tegen het terrorisme in hun geheel toe te passen.

De wet van 19 december 2003 betreffende terroristische misdrijven liet al toe de terroristische misdrijven in België te incrimineren en te sanctioneren.

De Resolutie 1373 (2001) van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties verplicht om de tegoeden en economische middelen te bevriezen van personen en entiteiten die terroristische daden stellen of pogen te stellen, ze vergemakkelijken of eraan deelnemen eveneens verplicht te verbieden dat tegoeden en economische middelen ter beschikking worden gesteld van dergelijke personen en entiteiten.

Het Gemeenschappelijk Standpunt van de Raad 2001/931/GBVB van 27 december 2001 betreffende de toepassing van specifieke maatregelen ter bestrijding van het terrorisme beoogt de tenuitvoerlegging van de resolutie 1373 (2001) wat betreft de bevrozing van de tegoeden van de terroristen en het ter beschikking stellen van tegoeden en economische middelen aan terroristen.

Verordening (EG) nr. 2580/2001 van de Raad van 27 december 2001 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen het terrorisme, voorziet maatregelen voor de toepassing van het voornoemd Gemeenschappelijk Standpunt 2001/931/GBVB. Deze maatregelen gelden echter niet voor personen en entiteiten die generlei banden hebben met derde landen of die niet anderszins vallen onder de GBVB-aspecten van genoemd Gemeenschappelijk Standpunt. Deze verordening moet dus aangevuld worden met nationale maatregelen voor zulke personen en entiteiten.

Verder moeten er, overeenkomstig de eisen van de SA III van de FAG, ook nog maatregelen getroffen worden ten aanzien van de personen en entiteiten die terroristische misdrijven plegen of pogen te plegen, ze vergemakkelijken of eraan meewerken en die niet beoogd worden door het Gemeenschappelijk Standpunt 2001/931/GBVB, door Verordening (EG) nr. 2580/2001 en door Verordening (EG) nr. 881/2002.

De wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging richt het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse (OCAD) op. Deze wet voorziet expliciet dat de evaluaties van OCAD ambtshalve worden overgemaakt aan de leden van het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid opgericht bij Koninklijk besluit van 21 juni 1996.

Dit Comité legt aan de Ministerraad ter goedkeuring een lijst voor van personen en entiteiten te viseren voor de bevrozing, bekend te maken via koninklijk besluit.

Het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid waakt erover dat een eventuele bevrozing een lopend strafonderzoek niet in het gedrang brengt en pleegt daarvoor overleg met de bevoegde gerechtelijke overheid.

De lijst van namen zal minstens om de zes maanden of op aanvraag van de belanghebbenden opnieuw worden onderzocht. Deze aanvraag zal gericht moeten worden aan de Minister van Financiën.

De Minister van Financiën zal onverwijld de aanvraag overmaken aan het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid, dat aan het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse kan vragen zijn analyse te actualiseren. Het Ministerieel Comité zal desgevallend een voorstel tot schrapping of aanvulling van informatie van één of meer namen uit de lijst ter goedkeuring voorleggen aan de Ministerraad. Na elke aanpassing zal de lijst opnieuw worden gepubliceerd bij koninklijk besluit.

Wat de inhoud betreft van dit besluit, bepaalt artikel één onder meer de definities die betrekking hebben op de bevrozing van tegoeden en economische middelen, rekening houdend met de richtsnoeren van de Europese Unie.

Het tweede artikel voorziet in de bevrozing van tegoeden en economische middelen van personen en entiteiten, die terroristische misdrijven plegen of pogen te plegen, ze vergemakkelijken of eraan meewerken, die vermeld worden op de lijst waarop het Gemeenschappelijk Standpunt 2001/931/GBVB van toepassing is, doch die generlei banden hebben met derde landen of niet anderszins onder de GBVB-aspecten van genoemd Gemeenschappelijk Standpunt vallen en dus ook niet beoogd worden door Verordening (EG) nr. 2580/2001.

Le troisième, appliquant intégralement la RSIII du GAFI, prévoit le gel des fonds et ressources économiques des personnes et entités qui commettent ou tentent de commettre des infractions terroristes, les facilitent ou y participent et qui ne sont pas visées par la Position commune 2001/931/PESC, par le Règlement (CE) n° 2580/2001 et par le Règlement (CE) n° 881/2002, mais qui sont reprises dans la liste élaborée par le Comité Ministériel du renseignement et de la sécurité sur base des évaluations de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace, après concertation avec l'autorité judiciaire compétente, approuvée par le Conseil des Ministres et publiée en annexe de l'arrêté royal.

L'article 4 stipule qu'aucun fonds ou ressource économique n'est mis directement ou indirectement à la disposition ou au profit des personnes et entités visés par les articles 2 et 3.

L'article 5 prévoit une révision semestrielle de la liste ou sur demande de l'intéressé à adresser au Ministre des Finances, ainsi que les modalités de retrait de la liste.

Les articles 6 et 7 prévoient les exceptions au gel.

L'article 8 est relatif à l'information à transmettre au Ministre des Finances, c/o Administration de la Trésorerie.

L'entrée en vigueur de l'arrêté est prévue le jour de publication au *Moniteur belge*.

Le Gouvernement a pris connaissance de l'avis donné le 16 novembre 2006 par le Conseil d'Etat sur le projet d'arrêté royal susmentionné et l'a étudié avec attention.

Le Gouvernement estime que dans le contexte actuel de lutte contre le terrorisme et particulièrement de son financement, il est urgent de disposer en Belgique d'un instrument complétant l'arsenal européen pour une application optimale du gel des avoirs des terroristes tel que prévu par la résolution 1373.

La Belgique était de l'avis que les mesures prises par le Conseil de l'Union européenne complétées par des mesures d'ordre judiciaires belge remplissaient toutes les exigences de gel énoncé par la Résolution 1373.

A partir du moment où le Groupe d'action financière internationale dans son rapport du 10 juin 2005 n'a pas suivi cet avis et a souligné que la Belgique n'a pas complètement rempli ses obligations en matière d'application de la Résolution 1373, des mesures doivent être prise sans délai pour ne pas exposer l'Etat à la mise en cause de sa responsabilité internationale.

La plupart des remarques du Conseil d'Etat découlent de son avis émis à l'encontre de la loi du 11 mai 1995 relative à la mise en œuvre des décisions du conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Comme il le fut spécifié in illo tempore par le Gouvernement, la délégation de pouvoirs demandée au Parlement au bénéfice du Roi est distinct dans son esprit et dans ses moyens de la procédure de délégation prévue dans une loi de pouvoirs spéciaux.

La loi du 11 mai 1995 d'habilitation royale ne peut être soumise à la logique ni aux conditions des lois de pouvoirs spéciaux vu le caractère obligatoire des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Près de 80 arrêtés d'exécution de la loi du 11 mai 1995 ont été pris depuis 1995 et aucun n'a fait l'objet d'un seul recours.

Il est préférable de procéder ici par arrêté royal pour garder une similarité avec l'arrêté royal du 2 mai 2002 relatif aux mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme qui applique aussi la résolution 1373 et met en application le Règlement (CE) n° 2580/2001 du Conseil du 27 décembre 2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Ledit arrêté offre la garantie d'être délibéré en Conseil des Ministres, comme tout arrêté modificatif publiant la liste en annexe qui devra être aussi soumise au Conseil des Ministres et approuvée par celui-ci avant publication.

Il est aussi à noter le caractère purement exécutif de la tâche déléguée au Roi, à savoir le gel administratif des avoirs des personnes et entités listés par ailleurs, soit par Position commune de l'Union européenne, soit par le Conseil des Ministres dans le cadre des évaluations de l'OCAM.

Het derde, dat de SA III van de FAG volledig toepast, voorziet de bevrozing van tegoeden en economische middelen van personen en entiteiten die terroristische misdrijven plegen of pogen te plegen, ze vergemakkelijken of eraan meewerken en die niet beoogd worden door het Gemeenschappelijk Standpunt 2001/931/GBVB, door Verordening (EG) nr. 2580/2001 en door Verordening (EG) nr. 881/2002 doch die vermeld worden op de lijst opgemaakt door het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid op basis van de evaluaties van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse, na overleg met de bevoegde gerechtelijke overheid, goedgekeurd door de Ministerraad en in bijlage gevoegd bij het koninklijk besluit.

Artikel 4 stipuleert dat er geen tegoeden of economische middelen direct of indirect aan of ten behoeve van de personen of entiteiten geveiseerd in artikel 2 en 3 ter beschikking worden gesteld.

Het artikel 5 voorziet zesmaandelijks of op aanvraag van de belanghebbende, te richten aan de Minister van Financiën, een herziening van de lijst, evenals de modaliteiten voor het schrappen uit de lijst.

Artikelen 6 en 7 voorzien uitzonderingen op de bevrozing.

Artikel 8 betreft de informatie over te maken aan de Minister van Financiën, p/a Administratie van de Thesaurie.

De inwerkingtreding van het besluit is voorzien op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De Regering heeft kennis genomen van het advies dat de Raad van State heeft uitgebracht op 16 november 2006 en heeft het met aandacht bestudeerd.

De Regering is van mening dat België in het kader van de strijd tegen het terrorisme en met name de financiering ervan, dringend over een instrument moet beschikken ter vervollediging van het Europese arsenaal met het oog op een optimale toepassing van de bevrozing van tegoeden van terroristen zoals voorzien door de resolutie 1373.

België was van mening dat de maatregelen genomen door de Raad van de Europese Unie, vervolledigd door Belgische maatregelen van gerechtelijke aard, aan alle eisen inzake bevrozing gesteld door de Resolutie 1373 voldeden.

Vanaf het moment dat de Financiële Actiegroep in zijn rapport van 10 juni 2005 deze mening niet deelde en benadrukte dat België zijn verplichtingen inzake de toepassing van Resolutie 1373 niet volledig nakwam, drong het onverwijld nemen van maatregelen zich op, om de Staat niet bloot te stellen aan een ingebrekestelling inzake zijn internationale verplichtingen.

De meeste opmerkingen van de Raad van State vloeien voort uit zijn advies over de wet van 11 mei 1995 inzake de tenuitvoerlegging van de besluiten van de Veiligheidsraad van de Organisatie van de Verenigde Naties.

Zoals in illo tempore door de Regering werd verduidelijkt, verschilt de bevoegdheids-overdracht die aan het Parlement wordt gevraagd ten voordele van de Koning in geest en middelen van de overdrachtsprocedure voorzien in een bijzondere machtenwet.

Gelet op het verplichte karakter van de resoluties van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties kan de bevoegdverklaring van de koning in de wet van 11 mei 1995 niet aan de logica of voorwaarden van de bijzonder machten worden onderworpen.

Sinds 1995 werden bijna 80 uitvoeringsbesluiten van de wet van 11 mei 1995 genomen. Geen enkel beroep werd ingesteld.

Het verdient de voorkeur hier te werken met een koninklijk besluit om een parallelisme te behouden met het koninklijk besluit van 2 mei 2002 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen het terrorisme, die ook resolutie 1373, alsook Verordening (EG) nr. 2580/2001 van de Raad van 27 december 2001 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen het terrorisme, toepast.

Dit besluit biedt de garantie te zijn overlegd in de Ministerraad, zoals ook elk besluit tot wijziging van de lijst in bijlage voor publicatie ter goedkeuring aan de Ministerraad zal moeten worden voorgelegd.

Er dient ook gewezen op het loutere uitvoerende karakter van de aan de Koning overgedragen bevoegdheid, te weten de administratieve bevrozing van de tegoeden van personen en entiteiten die elders op een lijst worden gezet, hetzij door een Gemeenschappelijk Standpunt van het Europese Unie, hetzij door de Ministerraad in het kader van de evaluaties van OCAD.

Au cas où il serait reproché à cet arrêté de mise en œuvre de la Résolution 1373 d'être contraire à une disposition constitutionnelle ou internationale protectrice des droits fondamentaux, l'excuse de droit interne même constitutionnel ne permet pas à un Etat d'échapper à ses obligations, les juridictions nationales doivent écarter l'application de leurs dispositions constitutionnelles au profit des normes internationales du moins lorsque celles-ci sont directement applicables (arrêt *Le Ski*, voir article du *Journal des Tribunaux* n° 5801 de 1996 « La loi du 11 mai 1995 relative à la mise en œuvre des décisions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies » de Pierre d'ARGENT)

En ce qui concerne la remarque sur l'article 3, la liste annexée à l'arrêté ne contient pas de noms, pour la simple raison que ces noms ne peuvent être indiqués que sur base de la procédure décrite dans l'arrêté. Cette liste sera élaborée par un arrêté royal modifiant l'annexe de l'arrêté royal de base. La définition des « autorités judiciaires compétentes », à savoir le Parquet fédéral, est donnée à l'article 1^{er} reprenant les définitions.

Sur l'article 5, celui-ci indique clairement que chaque modification de la liste est soumise à l'accord du Conseil des Ministres et que la liste modifiée est publiée par arrêté royal. Il est spécifié dans l'arrêté que le Ministre des Finances transférera la demande de l'intéressé sans délai au Comité de sécurité et de renseignement pour examen dans les 30 jours.

Pour les articles 6 et 8, les dispositions visées par l'avis du Conseil sont reprises des règlements européens. Ces formulations relèvent de la pratique en matière d'embargos financiers depuis 1993 et d'une longue jurisprudence en la matière des dépenses extraordinaires par exemple.

Les informations relatives aux avoirs et fonds bloqués à transmettre au Ministre des Finances permettent à répondre aux obligations d'information imposé par le Comité 1373 des Nations Unies.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
De Votre Majesté
les très respectueux et très fidèles serviteurs,
La Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX
Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS
Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEEL
Le Ministre des Affaires étrangères,
K. DE GUCHT
Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

28 DECEMBRE 2006. — Arrêté royal relatif aux mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la résolution 1373 (2001) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies le 28 septembre 2001;

Vu la loi du 11 mai 1995 relative à la mise en oeuvre des décisions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, notamment les articles 1 et 4;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 4 septembre 2006.

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget donné le 8 septembre 2006.

Vu l'avis du Conseil d'Etat nr 41.440/2, donné le 16 novembre 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que tous les Etats sont tenus d'appliquer intégralement toutes les conventions et dispositions internationales de lutte contre le financement du terrorisme;

Indien dit besluit tot uitvoering van Resolutie 1373 zou verweten worden in te druisen tegen een grondwettelijke of internationale bepaling tot bescherming van de fundamentele rechten, laat het excuus van het interne recht, zelfs grondwettelijk, een Staat niet toe te ontsnappen aan zijn verplichtingen; nationale jurisdicties moeten de toepassing van hun grondwettelijke bepalingen laten wijken voor internationale normen, ten minste indien deze rechtstreeks van toepassing zijn (arrest *Le Ski*, zie artikel in « *Journal des Tribunaux* n° 5801 van 1996 » « La loi du 11 mai 1995 relative à la mise en œuvre des décisions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies » door Pierre d'ARGENT).

Wat betreft de opmerking over artikel 3, de lijst in de bijlage van het besluit bevat geen namen om de eenvoudige reden dat deze namen pas kunnen worden aangeduid op basis van de in het besluit beschreven procedure. Deze lijst zal worden opgesteld bij koninklijk besluit tot wijziging van de bijlage bij het basisbesluit. De definitie van de « bevoegde gerechtelijke overheid », zijnde het Federaal Parket, is opgenomen in artikel 1 betreffende de definities.

Betreffende artikel 5, dit geeft duidelijk aan dat elke wijziging aan de lijst ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Ministerraad en dat de gewijzigde lijst wordt gepubliceerd bij koninklijk besluit. In het besluit wordt bepaald dat de Minister van Financiën het verzoek van de betrokkene onverwijld zal overmaken aan het Comité voor inlichting en veiligheid, voor onderzoek binnen de 30 dagen.

Betreffende de artikelen 6 en 8, de door de Raad geviseerde bepalingen werden overgenomen uit Europese verordeningen. Deze formuleringen maken sinds 1993 deel uit van de praktijk inzake financiële embargo's en van een uitgebreide jurisprudentie inzake buitengewone uitgaven, bij wijze van voorbeeld.

De inlichtingen betreffende de geblokkeerde tegoeden en middelen die aan de Minister van Financiën moeten worden overgemaakt, laten toe te beantwoorden aan de informatieverplichtingen opgelegd door het Comité 1373 van de Verenigde Naties.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaars,
De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX
De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS
De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAEEL
De Minister van Buitenlandse Zaken,
K. DE GUCHT
De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT

28 DECEMBER 2006. — Koninklijk besluit inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen de financiering van het terrorisme

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de resolutie 1373 (2001) aangenomen door de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties op 28 september 2001;

Gelet op de wet van 11 mei 1995 inzake de tenuitvoerlegging van de besluiten van de Veiligheidsraad van de Organisatie van de Verenigde Naties, inzonderheid op de artikelen 1 en 4;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 september 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Budget, gegeven op 8 september 2006;

Gelet op het advies nr 41.440/2 van de Raad van State, gegeven op 16 november 2006, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat alle Staten gehouden zijn alle internationale overeenkomsten en bepalingen aangaande de strijd tegen de financiering van het terrorisme in hun geheel toe te passen;

Considérant que la Résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations Unies impose le gel des fonds et ressources économiques des personnes et entités qui commettent ou tentent de commettre des actes de terrorisme, le facilitent ou y participent et impose également d'interdire que des fonds et des ressources économiques soient mis à la disposition de telles personnes et entités et que la loi du 11 mai 1995 relative à la mise en oeuvre des décisions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies autorise le Roi à prendre les mesures nécessaires à la mise en oeuvre des décisions obligatoires prises par le Conseil de sécurité;

Considérant que le Règlement (CE) n° 2580/2001 du Conseil du 27 décembre 2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, pris sur base de la Position commune du Conseil 2001/931/PESC du 27 décembre 2001, prévoit des mesures de gel vis-à-vis des fonds et des ressources économiques appartenant à des personnes ou entités qui commettent ou tentent de commettre des infractions terroristes, les facilitent ou y participent; que ces mesures ne s'appliquent toutefois pas aux personnes et entités n'ayant pas des liens ou des relations avec des pays tiers ou qui ne sont pas visées d'une autre manière par les éléments qui relèvent de la PESC de la Position commune 2001/931/PESC et qu'il convient, dès lors, de prendre des mesures spécifiques vis-à-vis de telles personnes et entités;

Considérant la nécessité d'appliquer intégralement la troisième recommandation spéciale du Groupe d'Action financière sur le gel des biens des terroristes et qu'il est dès lors nécessaire de prévoir également des mesures vis-à-vis de personnes et entités qui ne sont pas visées par la Position commune 2001/931/PESC, par le Règlement (CE) n° 2580/2001 et par le Règlement (CE) n° 881/2002 et qui commettent ou tentent de commettre des infractions terroristes, les facilitent ou y participent;

Considérant qu'il convient dès lors de prendre des mesures sans délai;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Ministre de la Défense et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Définitions

Article 1^{er}. Par "fonds", on entend les actifs financiers et les avantages économiques de toute nature, y compris :

- a) les instruments financiers tels que définis par l'article 2, 1°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers;
- b) le numéraire, les chèques, les créances en numéraire, les traites, les ordres de paiement et autres instruments de paiement;
- c) les dépôts auprès d'institutions financières ou d'autres entités, les soldes en comptes, les créances et les titres de créances;
- d) les titres de propriété et d'emprunt, tels que les actions, les certificats représentatifs de valeurs mobilières, les obligations, les billets à ordre, les warrants, les obligations non garanties et les contrats sur produits dérivés, qu'ils soient négociés en bourse ou fassent l'objet d'un placement privé;
- e) les intérêts, les dividendes ou autres revenus d'actifs ou plus-values perçus sur des actifs;
- f) le crédit, le droit à compensation, les garanties, les garanties de bonne exécution ou autres engagements financiers;
- g) les lettres de crédit, les connaissements, les contrats de vente;
- h) tout document attestant la détention de parts d'un fonds ou de ressources financières;
- i) tout autre instrument de financement à l'exportation.

Par "gel des fonds", on entend toute action visant à empêcher tout mouvement, transfert, modification, utilisation, manipulation de fonds ou accès à ces fonds qui auraient pour conséquence un changement de leur volume, de leur montant, de leur localisation, de leur propriété, de leur possession, de leur nature, de leur destination ou toute autre modification qui en permettrait l'utilisation, en ce inclus la gestion de portefeuille.

Par "ressources économiques", on entend les avoirs de quelque nature que ce soit, corporels ou incorporels, mobiliers ou immobiliers, qui ne sont pas des fonds mais peuvent être utilisés pour obtenir des fonds, des biens ou des services.

Overwegende dat Resolutie 1373 (2001) van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties verplicht om de tegoeden en economische middelen te bevriezen van personen en entiteiten die terroristische daden stellen of pogen te stellen, ze vergemakkelijken of eraan deelnemen en eveneens verplicht te verbieden dat tegoeden en economische middelen ter beschikking worden gesteld van dergelijke personen en entiteiten en dat de wet van 11 mei 1995 inzake de tenuitvoerlegging van de besluiten van de Veiligheidsraad van de Organisatie van de Verenigde Naties de Koning machtigt de nodige maatregelen te nemen voor de tenuitvoerlegging van de bindende besluiten van de Veiligheidsraad;

Overwegende dat Verordening (EG) nr. 2580/2001 van de Raad van 27 december 2001 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen het terrorisme, genomen overeenkomstig Gemeenschappelijk Standpunt 2001/931/GBVB van de Raad van 27 december 2001, maatregelen voorziet ter bevrozing van de tegoeden en economische middelen van personen of entiteiten die terroristische misdrijven plegen of pogen te plegen, ze vergemakkelijken of eraan deelnemen; dat deze maatregelen echter niet van toepassing zijn op personen en entiteiten die generlei banden hebben met derde landen of die niet anderszins vallen onder de GBVB-aspecten van Gemeenschappelijk Standpunt 2001/931/GBVB en dat bijgevolg specifieke maatregelen tegenover zulke personen en entiteiten moeten worden genomen;

Overwegende de noodzaak om de derde speciale aanbeveling van de Financiële Actiegroep op de bevrozing van de tegoeden van de terroristen integraal toe te passen en dat het daarom noodzakelijk is ook maatregelen te voorzien ten aanzien van personen en entiteiten die niet beoogd worden door het Gemeenschappelijk Standpunt 2001/931/GBVB, door Verordening (EG) nr. 2580/2001 en door Verordening (EG) nr. 881/2002 en die terroristische misdrijven plegen of pogen te plegen, ze vergemakkelijken of eraan meewerken;

Overwegende dat onverwijld maatregelen dienen genomen te worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Definities

Artikel 1. Onder « tegoeden » wordt verstaan financiële activa en economische voordelen van enigerlei aard, met inbegrip van :

- a) de financiële instrumenten zoals gedefinieerd in artikel 2, 1°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten;
- b) contanten, cheques, geldvorderingen, wissels, postwissels en andere betaalmiddelen;
- c) deposito's bij financiële instellingen of andere entiteiten, saldo's op rekeningen, schulden en schuldbewijzen;
- d) in het openbaar en onderhands verhandelde waardepapieren en schuldbewijzen, met inbegrip van aandelen, certificaten van waardepapieren, obligaties, promesses, warrants, schuldbekentenissen en derivatencontracten;
- e) interesten, dividenden of andere inkomsten over of waarde voortkomende uit of gegeneerd door activa;
- f) krediet, recht op compensatie, garanties, uitvoeringsgaranties of andere financiële verplichtingen;
- g) kredietbrieven, cognossementen, koopbrieven;
- h) bewijsstukken van een belang in fondsen of financiële middelen;
- i) ieder ander exportfinancieringsbewijs.

Onder « bevrozing van tegoeden » wordt verstaan het voorkomen van het op enigerlei wijze muteren, overmaken, corrigeren, gebruiken van, omgaan met of toegang hebben tot deze tegoeden met als gevolg wijziging van hun omvang, bedrag, locatie, eigenaar, bezit, onderscheidende kenmerken, bestemming of verdere wijzigingen waardoor het gebruik van bedoelde tegoeden, inclusief het beheer van een beleggingsportefeuille mogelijk zou worden gemaakt.

Onder « economische middelen » wordt verstaan activa van enigerlei aard, materieel of immaterieel, roerend of onroerend, die geen tegoeden vormen, maar kunnen worden gebruikt om tegoeden, goederen of diensten te verkrijgen.

Par "gel des ressources économiques", on entend toute action visant à empêcher leur utilisation afin d'obtenir des fonds, des biens ou des services de quelque manière que ce soit, y compris par leur vente, leur location ou leur hypothèque.

Par "infractions terroristes", on entend les infractions visées par la loi du 19 décembre 2003 relative aux infractions terroristes.

Par "autorités judiciaires compétentes", on entend le Parquet fédéral.

Par "Position commune 2001/931/PESC", on entend la Position commune 2001/931/PESC du Conseil du 27 décembre 2001 relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme, prise sur base de la Résolution 1373 (2001) du 28 septembre 2001 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Par "Règlement (CE) n° 2580/2001", on entend le Règlement (CE) n° 2580/2001 du Conseil du 27 décembre 2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Par "Règlement (CE) n° 881/2002" on entend le Règlement (CE) n° 881/2002 du Conseil du 27 mai 2002 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Talibans, et abrogeant le Règlement (CE) n° 467/2001 du Conseil interdisant l'exportation de certaines marchandises et de certains services vers l'Afghanistan, renforçant l'interdiction des vols étendant le gel des fonds et autres ressources financières décidées à l'encontre des Talibans d'Afghanistan.

Art. 2. Sont gelés les fonds et les ressources économiques des personnes et entités qui commettent ou tentent de commettre des infractions terroristes, les facilitent ou y participent, signalées dans la liste à laquelle s'applique la Position commune du Conseil 2001/931/PESC et non visées par le Règlement (CE) n° 2580/2001.

Art. 3. Sont gelés les fonds et ressources économiques des personnes et entités qui commettent ou tentent de commettre des infractions terroristes, les facilitent ou y participent, non visées par la Position commune 2001/931/PESC, par le Règlement (CE) n° 2580/2001 et par le Règlement (CE) n° 881/2002, et reprises dans la liste en annexe, élaborée par le Comité ministériel du renseignement et de la sécurité sur base des évaluations de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace, après concertation avec l'autorité judiciaire compétente et approuvée par le Conseil des Ministres.

Chaque fois que c'est nécessaire, le Comité ministériel ajoutera de nouveaux noms de personnes et entités suivant la même procédure.

Art. 4. Aucun fonds ou ressource économique n'est mis directement ou indirectement à la disposition ou au profit des personnes et entités visés par les articles 2 et 3.

Art. 5. Les noms des personnes et entités reprises sur la liste figurant à l'annexe feront l'objet d'un réexamen à intervalles réguliers, au moins une fois par semestre ou à la demande des intéressés, par le Comité ministériel du renseignement et de la sécurité afin de s'assurer que leur maintien sur la liste reste justifié.

Chaque demande de révision doit être introduite auprès du Ministre des Finances, qui transférera sans délai la demande au Comité ministériel du renseignement et de la sécurité pour examen dans les 30 jours.

Lors du réexamen le Comité ministériel du renseignement et de la sécurité peut demander à l'Organe de Coordination pour l'analyse de la menace d'actualiser ses évaluations.

Le Comité ministériel dépose après chaque réexamen de la liste une proposition de maintien ou de radiation de noms ou de complément d'informations à l'approbation du Conseil des Ministres. Le cas échéant ceci donne lieu à une modification de la liste en annexe.

Onder « bevrozing van economische middelen » wordt verstaan het voorkomen van het gebruik ervan om op enigerlei wijze goederen, goederen of diensten te verkrijgen, inclusief het verkopen, verhuren of verhypothekeren ervan.

Onder « terroristisch misdrijf » wordt verstaan de misdrijven beoogd door de wet van 19 december 2003 betreffende terroristische misdrijven.

Door « bevoegde gerechtelijke overheid », wordt verstaan het Federaal Parket.

Onder « Gemeenschappelijk Standpunt 2001/931/GBVB » wordt verstaan het Gemeenschappelijk Standpunt 2001/931/GBVB van de Raad van 27 december 2001 betreffende de toepassing van specifieke maatregelen ter bestrijding van het terrorisme, dat genomen werd op basis van Resolutie 1373 (2001) van 28 september 2001 van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties.

Onder « Verordening (EG) nr. 2580/2001 » wordt verstaan Verordening (EG) nr. 2580/2001 van de Raad van 27 december 2001 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen het terrorisme.

Onder « Verordening (EG) nr. 881/2002 » wordt verstaan Verordening (EG) nr. 881/2002 van de Raad van 27 mei 2002 tot vaststelling van bepaalde specifieke beperkende maatregelen tegen sommige personen en entiteiten die banden hebben met Usama bin Laden, het Al-Qa'ida netwerk en de Taliban en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 467/2001 van de Raad tot instelling van een verbod op de uitvoer van bepaalde goederen en diensten naar Afghanistan, tot versterking van het verbod op vluchten en verlenging van de bevrozing van goederen en andere financiële middelen ten aanzien van de Taliban van Afghanistan.

Art. 2. Worden bevroren, de goederen en economische middelen van de personen en entiteiten, die terroristische misdrijven plegen of pogen te plegen, ze vergemakkelijken of eraan meewerken en die vermeld worden op de lijst waarop het Gemeenschappelijk Standpunt 2001/931/GBVB van toepassing is en die niet beoogd worden door Verordening (EG) nr. 2580/2001.

Art. 3. Worden bevroren, de goederen en economische middelen van de personen en entiteiten die terroristische misdrijven plegen of pogen te plegen, ze vergemakkelijken of eraan meewerken, die niet beoogd worden door het Gemeenschappelijk Standpunt 2001/931/GBVB, door Verordening (EG) nr. 2580/2001 en door Verordening (EG) nr. 881/2002, en die vermeld worden op de lijst in bijlage, opgemaakt door het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid op basis van de evaluaties van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse, na overleg met de bevoegde gerechtelijke overheid en goedgekeurd door de Ministerraad.

Telkens wanneer nodig zal het Ministerieel Comité volgens dezelfde procedure nieuwe namen van personen of entiteiten aan de lijst toevoegen.

Art. 4. Er worden geen goederen of economische middelen direct of indirect ter beschikking gesteld aan of ten behoeve van de personen of entiteiten geviséerd in artikelen 2 en 3.

Art. 5. De namen van de personen en entiteiten op de lijst in bijlage worden regelmatig en ten minste om de zes maanden of op de aanvraag van de belanghebbenden opnieuw onderzocht door het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid, om er zeker van te zijn dat hun handhaving op de lijst nog steeds gerechtvaardigd is.

Elke aanvraag tot herziening dient te worden ingediend bij de Minister van Financiën, die de aanvraag onverwijld zal overmaken aan het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid voor onderzoek binnen de 30 dagen.

Bij het opnieuw onderzoeken kan het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid aan het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse vragen zijn evaluaties te actualiseren.

Het Ministerieel Comité legt telkens na het herbestuderen van de lijst een voorstel tot behoud of schrapping van namen of aanvulling van informatie ter goedkeuring voor aan de Ministerraad. Zo nodig geeft dit aanleiding tot een wijziging van de lijst in bijlage.

Art. 6. Par dérogation aux articles 2, 3 et 4, le Ministre des Finances, c/o l'Administration de la Trésorerie du SPF Finances, peut autoriser le déblocage ou la mise à disposition de certains fonds ou ressources économiques gelés, après avoir établi que les fonds ou les ressources économiques concernés sont :

a) nécessaires à des dépenses de base, y compris celles qui sont consacrées à des vivres, des loyers ou des remboursements de prêts hypothécaires, des médicaments et des frais médicaux, des impôts, des primes d'assurance et des services collectifs;

b) destinés exclusivement au paiement d'honoraires professionnels raisonnables et au remboursement de dépenses correspondant à des services juridiques;

c) destinés exclusivement au paiement de charges ou frais correspondant à la garde ou à la gestion courantes de fonds ou de ressources économiques gelés ou

d) nécessaires pour des dépenses extraordinaires.

Art. 7. Les majorations de comptes gelés sous la forme d'intérêts ou d'autres revenus sont autorisées sous réserve que ces intérêts ou autres revenus soient gelés conformément aux articles 2 et 3.

Art. 8. Sans préjudice des règles applicables en matière de communication d'informations, de confidentialité et de secret professionnel, les institutions financières et les autres personnes et entités fournissent immédiatement toute information relativement à l'exécution du présent arrêté, notamment des informations concernant des comptes et autres fonds et ressources économiques gelés, au Ministre des Finances, c/o Administration de la Trésorerie, avenue des Arts 30, 1040 Bruxelles (fax : 02-233.74.65; e-mail : Quesfinvragen.tf@minfin.fed.be).

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au moniteur belge.

Art. 10. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Ministre de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 28 décembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Le Ministre des Affaires étrangères,
K. DE GUCHT

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Notes

(1) *Références au Moniteur belge :*

Loi du 19 décembre 2003 relative aux infractions terroristes, *Moniteur belge* du 29 décembre 2003;

Loi du 11 mai 1995 relative à la mise en œuvre des décisions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, *Moniteur belge* du 29 juillet 1995;

La loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace, *Moniteur belge* du 20 juillet 2006.

Art. 6. In afwijking van de artikelen 2, 3 en 4 kan de Minister van Financiën, p/a Administratie van de Thesaurie van de FOD Financiën, toestemming geven voor de vrijgave of de beschikbaarstelling van bepaalde bevroren tegoeden of economische middelen, na te hebben vastgesteld dat de betrokken tegoeden of economische middelen :

a) nodig zijn ter dekking van basisuitgaven, zoals betalingen voor voedsel, huur of hypotheeklasten, geneesmiddelen of medische kosten, belastingen, verzekeringspremies of openbare nutsvoorzieningen;

b) uitsluitend bestemd zijn voor de betaling van redelijke beroepshonoraria en de vergoeding van kosten in verband met de verlening van juridische diensten;

c) uitsluitend bestemd zijn voor de betaling van lasten of kosten voor het gangbare houden of beheren van de tegoeden of economische middelen of

d) noodzakelijk zijn voor buitengewone uitgaven.

Art. 7. De vermeerdering van bevroren rekeningen met interesten of andere inkomsten is toegelaten, mits deze interesten of andere inkomsten worden bevroren overeenkomstig de artikelen 2 en 3.

Art. 8. Onverminderd de toepasselijke voorschriften inzake rapportage, vertrouwelijkheid en beroepsgeheim verstrekken de financiële instellingen en andere organisaties en personen onverwijld alle informatie die betrekking heeft op de uitvoering van dit besluit, zoals informatie over de bevroren rekeningen en andere tegoeden en economische middelen, aan de Minister van Financiën, p/a Administratie van de Thesaurie, Kunstlaan 30, 1040 Brussel (fax 02-233.74.65; e-mail : Quesfinvragen.tf@minfin.fed.be).

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 10. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Minister van Landsverdediging zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 28 december 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

De Minister van Buitenlandse Zaken,
K. DE GUCHT

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT

Nota's

(1) *Verwijzingen naar het Belgisch Staatsblad :*

Wet van 19 december 2003 betreffende terroristische misdrijven, *Belgisch Staatsblad* van 29 december 2003;

Wet van 11 mei 1995 inzake de tenuitvoerlegging van de besluiten van de Veiligheidsraad van de Organisatie van de Verenigde Naties, *Belgisch Staatsblad* van 29 juli 1995;

De wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging, *Belgisch Staatsblad* van 20 juli 2006.